

Saisir la lame frontiste

PASCAL DELWIT

Centre d'étude de la vie politique
de l'Université libre de Bruxelles (ULB)

Le résultat décroché par le Front national aux élections régionales françaises a frappé les imaginations. Premier parti de l'Hexagone avec plus de 6 millions de suffrages – 27,73% des voix –, le FN arrive en tête dans six régions et a de très sérieuses chances d'emporter la mise en Provence-Alpes-Côte d'Azur et dans la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie.

À proprement parler, pourtant, il n'y a aucune surprise. Et il est pour le moins surprenant d'assister à cette forme d'ahurissement. Depuis plusieurs semaines, et de manière plus nette encore depuis quatorze jours, les enquêtes d'opinion avaient clairement annoncé la couleur.

Mais il y a plus. Un examen attentif des données électorales en France et en Europe présageait sans ambiguïté ce résultat. Depuis le scrutin cantonal du printemps 2011, le Front national est réentré dans une dynamique politique et électorale forte. Très forte. Elle s'est poursuivie aux élections présidentielles et législatives de 2012, européennes et municipales de 2014 et départementales de 2015. Aussi ne voit-on pas bien pour quelle raison le scrutin régional n'aurait pas confirmé ce mouvement.

Plus largement, plusieurs performances de l'extrême droite européenne attestent de progression du même ordre dans la période contemporaine: au Danemark au scrutin européen de 2014 et législatif de 2015, le parti populaire a décroché 21,1%; en Autriche dans les Lander d'Oberösterreich et de Vienne, le FPÖ a respectivement enlevé 30,4% et 30,8% cette année; en Suisse, l'UDC a atteint un pic avec 29,4% et le parti des Vrais Finlandais a remporté 17,8% des voix.

Bref, les voiles de l'extrême droite sont particulièrement gonflées dans la phase contemporaine.

Bien sûr, l'extrême droite européenne et française bénéficie d'un indéniable «effet d'agenda». La crise des réfugiés en provenance de Syrie et d'Afghanistan, certains

attentats et la menace terroriste entretiennent un momentum nationaliste et «law and order», qui sont parfaitement dans ses cordes.

Mais si ces thématiques font le bonheur de l'extrême droite, elles ne peuvent expliquer les dynamiques à l'œuvre. Tout au plus les amplifier.

Alors comment comprendre ce qui est en train de se passer? Il serait imprudent de présenter des réponses immédiates suite à une élection. Il faudra donc nécessairement prendre le temps de l'analyse et de la compréhension des données. Il n'empêche, plusieurs composantes peuvent être avancées, fût-ce à titre d'hypothèse.

Nous le savons, un haut niveau d'ethnocentrisme et d'anxiété sont les deux principaux ingrédients associés qui conduisent à un vote pour une formation d'extrême droite. Cette dernière, et il en fut abondamment question dans les discours de dimanche soir, réfère alors à une situation antérieure du bonheur, un «mode de vie» bien à nous, où tout allait bien pour la nation et les patriotes. En vérité, ce mode de vie enchanteur n'a jamais existé. Jamais. Et une analyse historique sérieuse déconstruit aisément tous ces clichés. Mais, dans l'imaginaire, cela n'a pas d'importance. Face aux bouleversements et à la perte des repères, l'avant est toujours idéalisé.

Crise bancaire et «grande fracture»

Néanmoins, on ne saurait s'en tenir à ces observations liminaires. Car, soulignons-le, l'anxiété, le désespoir parfois et l'ethnocentrisme ne naissent pas de rien. L'in vraisemblable crise bancaire de 2008 qui a durablement affecté l'économie européenne et provoqué la crise de la dette souveraine et une amplification des drames sociaux est un élément nodal. Elle a entretenu et même approfondi le déclinisme et les angoisses. Elle n'est pas seule en cause. La réaction largement a-scientifique des élites administratives et politiques de l'Union européenne ont maintenu un état de récession ou de croissance atone, accentuant plus avant les impacts sociaux de la crise financière. Politiquement, cela n'est pas sans effet. Quelques premières indica-

tions du scrutin régional français en portent témoignage. Parmi les ouvriers qui ont voté ce dimanche, 51% ont opté pour le FN; chez les chômeurs, le FN atteint 38%. Parmi, les diplômés du supérieur, le vote FN se fixe à 13%. Chez les détenteurs du CAP ou du BEP, il atteint 46%. Croire que la grande fracture selon l'expression de Stiglitz serait sans secousse politique est, bien sûr, une rigolade. Les paysages politiques européens sont secoués. Et ce n'est pas fini.

Dérapages politiques

Enfin, on ne saurait ignorer l'attitude des partis et des responsables politiques des partis gouvernementaux. Comment blâmer l'ethnocentrisme ou l'irresponsabilité d'électeurs d'extrême droite quand plusieurs édiles de la droite parlementaire font feu de tout bois sur les réfugiés ou les immigrés? Ces discours sont des effets de levier pour l'extrême droite et de légitimation de leur discours. On peine d'ailleurs à saisir le propos de Theo Francken selon lequel «la N-VA n'a rien à voir avec le Front national, nous ne sommes pas extrêmes», alors même que le président de son parti a tenu et tient des propos du même acabit, sinon même plus problématiques que ceux de Marine Le Pen.

Comment blâmer un vote de protestation d'électeurs d'extrême droite quand on cherche vainement une seule mesure sociale marquante d'un exécutif français, censé porter les couleurs de la gauche?

Si on espère que le Front national ne puisse transformer l'essai le 13 décembre, il ne faut pas cacher que, sans des modifications dans les termes du débat politique et dans les politiques publiques menées, il y a peu de chances de voir les systèmes politiques européens moins chahutés que ce qui est observé ces dernières années.

Un examen des données électorales en France et en Europe présageait sans ambiguïté le résultat du FN aux régionales françaises.